

# LE COMBAT SYNDICALISTE

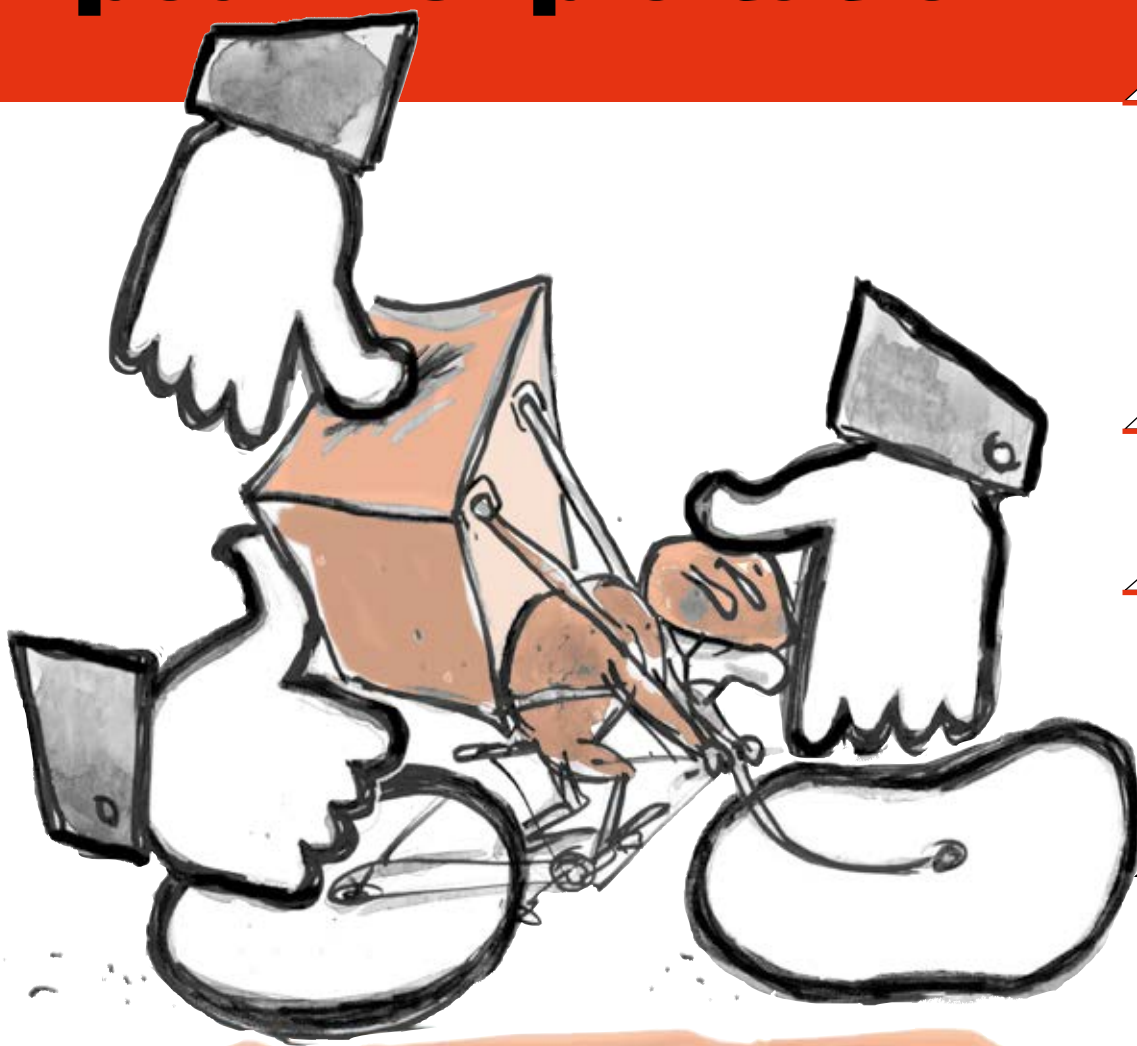


**CNT** MENSUEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail

FÉVRIER 2017/N° 420

2€

## AUTO-VÉLO-ENTREPRENEUR-ES ça roule pour l'exploitation !



### Luttes syndicales

- Bloqué un jour, Boulanger plie : à Hénin-Beaumont la lutte paye chez « Boulanger ». P3
- Une section syndicale bien boulonnée : quand la charpente est sur la mauvaise pente, la section se monte. P4
- À l'école P6 & 7

### Ici et maintenant

- Barbier sévit : l'éditorialiste de l'Express défend le profit sexiste. P2
- La maire de Nantes ouvre la porte aux racistes : l'extrême droite s'agite et affiche sa présence partout. P5
- Retour à Calais. P12 & 13

### Dossier

- Le mirage de l'auto-entrepreneuriat. P8 à 11

### International

- Liberté pour Mumia !
  - Pays Basque
  - Maroc
  - Mexique
- P14 à 19

### Culture

- La Silicolonisation du monde.
- L'irrésistible expansion du libéralisme économique.
- Bonnes femmes et mauvais genre : revueZ.
- Eugène Varlin, internationaliste et communiste.
- Vers la plus queer des insurrections. P20 à 23

# Barbier sévit

L'éditorialiste de L'Express défend le profit sexiste

**N**on content de soutenir constamment les idées les plus antisociales et réactionnaires, l'éditorialiste de l'hebdomadaire L'Express Christophe Barbier considère maintenant que l'égalité salariale entre hommes et femmes est une idée saugrenue car « les entreprises vont avoir du mal à encaisser ce surcoût de main-d'œuvre », qualifiant cette mesure comme relevant d'une « utopie » qui ne « tient pas la route ».

Passée la nausée provoquée par ces propos d'une violence et d'un mépris insupportables, quelle est donc la vision que nous propose ce sinistre individu ?

Déjà victimes d'une oppression patriarcale persistante, d'un machisme quotidien, d'un sexisme profondément ancré dans l'éducation, les femmes sont directement touchées par la précarisation des conditions de travail, notamment avec le temps partiel imposé prévu dans la loi travail. Elles devraient donc continuer à subir l'humiliation de l'inégalité salariale au nom de la préservation du profit des entreprises ?

Preuve s'il en est que le capitalisme est profondément sexiste, ce système se base sur l'oppression de groupes qu'il désigne arbitraire-

ment comme les maillons faibles qui grippent sa vision d'une société basée sur l'unique course au profit.

Le capitalisme se fonde sur la logique du bouc émissaire, de l'exclusion : sexisme donc, mais aussi racisme, haine du prolétaire, stigmatisation des personnes privées d'emploi, âgées malades et/ou handicapées comme étant improductives, homophobie, transphobie...



Le capitalisme est l'hydre qui détruit les travailleurs et les travailleuses dans leurs identités pour les réduire en chair à profit, et Christophe Barbier est son valet.

Pour un autre futur, participons au renversement du capitalisme en nous organisant collectivement, en luttant sur nos lieux de travail et dans la société contre toutes formes d'exclusions, pour l'égalité entre toutes et tous. ●

LA CNT

# Bloqué un jour, Boulanger plie

Hénin-Beaumont : la lutte paye chez « Boulanger » !



**L**e 9 janvier 2017 à Hénin-Beaumont, une cinquantaine de salarié-es de l'entrepôt logistique national des magasins « Boulanger » (groupe Mulliez) étaient en grève à l'appel de la CGT et de la CNT.

En cause : la prime « de progrès » riquiqui versée fin 2016 aux salarié-es (86,89 euros au lieu des 470 obtenus fin 2015). Révoltant quand on sait que l'enseigne « Boulanger » a annoncé pour 2016 un chiffre d'affaire de 2 milliards d'euros ! Et d'autant plus révoltant quand on ap-

prend que la prime versée fin 2016 aux cadres travaillant au siège social de l'entreprise s'avère, quant à elle, six fois supérieure à celle des autres salarié-es !

D'autant que l'entreprise a fortement sollicité les salarié-es ces derniers mois « avec du travail le samedi, et peut-être même bientôt le dimanche. On attend une décision du tribunal administratif à ce sujet. »

Bloquant l'accès et la sortie de l'immense entrepôt de 80 000 m<sup>2</sup> de logistique de Boulanger qui assure

la réception, le stockage et la distribution pour toute la France, cette journée d'action n'a pas eu besoin d'être reconduite. Le soir même, la direction de la boîte s'est engagée à payer les heures de grève et à organiser deux semaines plus tard une réunion avec les syndicats pour faire des propositions en matière d'augmentation substantielle de la prime de fin d'année 2016. Comme quoi, on ne le répétera jamais assez, la lutte paye ! ●

*CNT interpro Nord Pas-de-Calais Picardie*

**Directrice de la publication**

Marie-Pierre Aiello  
CPPAP N° 0618S06521 TGI N° 97/93

**Rédaction**

combat-syndicaliste@cnt-f.org  
CS c/o CNT Stics 13  
c/o 1 000 Bâbords  
61, rue Consolat 13001 Marseille

**Administration**

cs-administration@cnt-f.org  
C/O CNT 18 Avenue de Sierre  
07200 Aubenas

**Abonnements**

cs-administration@cnt-f.org  
C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas  
Impression sur papier certifié PEFC

**Imprimerie Étoile**

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

*Le Combat syndicaliste sort en début de mois.*

*Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail.*

*Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou.tes !*

# Une section syndicale bien boulonnée

Quand la charpente est sur la mauvaise pente, la section se monte.

**E**n septembre 2016, une section syndicale du Syndicat Unifié du Bâtiment s'est créée à la Sarl Daney, à Savignac en Sud Gironde, qui construit des structures métalliques pour les bâtiments industriels.

Entretien avec Christophe RSS et Nino DP de l'entreprise et membres de la section.

## La SARL Daney, c'est quoi ?

**Christophe** : C'est une entreprise familiale d'une quarantaine d'années qui a compté 150 personnes -bureaux, ateliers, chantiers- quand ça tournait. Malgré une mauvaise gestion, elle est restée active, bénéficiant de soutiens politiques du fait du désert local d'entreprises. Aujourd'hui restent 88 salarié-es, après deux vagues de licenciements économiques et des ruptures conventionnelles (licenciements déguisés).

## Depuis quand ça s'est dégradé ?

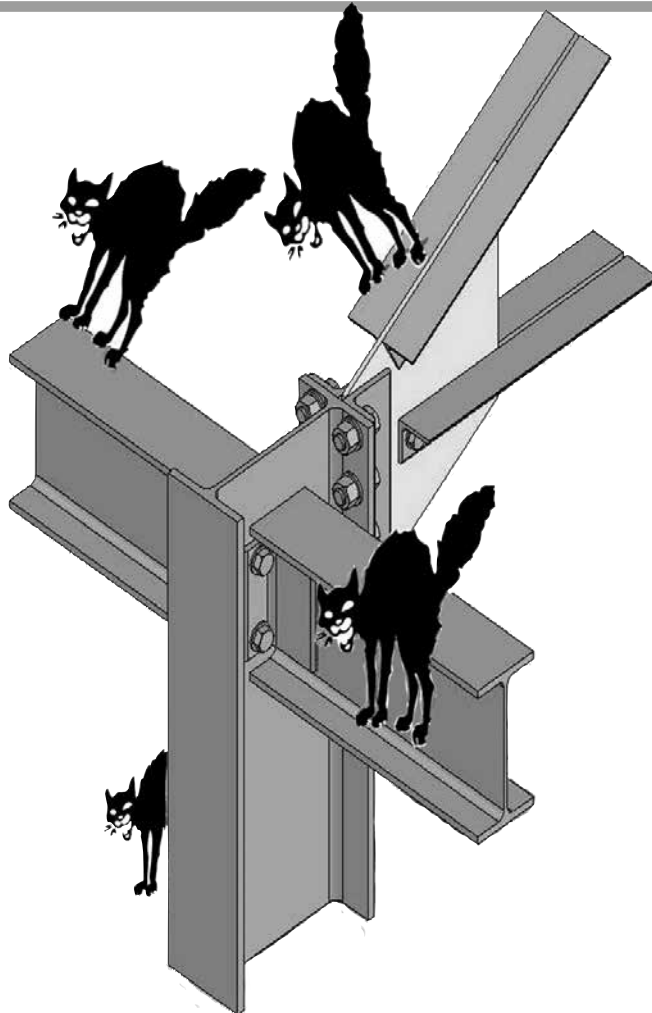
**C.** : Deux ans après la crise de 2008, on a vraiment pris un coup. La direction a investi à outrance, sans raison, sans calcul à long terme : achat de nouvelles machines, bureaux flambants neufs.

## Qu'est-ce qui a motivé la création de la section ?

**Nino** : Un ras-le-bol général depuis plusieurs années, mais surtout depuis quelques mois les sales coups de la direction : DP malmenés, mise en place de compteurs d'heures sans respect des délais légaux... La goutte d'eau a été la suppression d'une prime équivalente à 10% du salaire brut.

## Comment réagit la direction face à cette création ?

**N.** : Elle a d'abord raillé notre



initiative puis a vite haussé le ton dès la diffusion de notre premier tract en interne qui dénonçait son inaptitude et essayait d'éveiller les consciences.

## Et vos collègues ?

**C.** : Plusieurs décennies de gestion paternaliste a jusque-là freiné l'émancipation de beaucoup de salarié-es qui se sentaient protégé-es des licenciements abusifs et des baisses de salaire. La situation actuelle fait que nos collègues en ont plus que marre et commencent à avoir peur.

## Depuis que la section existe, ça change ?

**N.** : Les collègues ne se sentent

plus isolé-es et viennent nous voir. On les renseigne, des liens se créent et on les voit plus à même de réagir aux entourloupes de la direction même sans savoir combien de temps la boîte peut survivre et si elle peut se relancer.

## Quelles sont vos priorités ?

**C.** : L'aide du SUB de Bordeaux a été précieuse pour obtenir un panneau d'affichage et un local. Notre revendication immédiate c'est le retrait des trois jours de carence illégaux selon notre convention collective et le rétablissement de la prime.

## Un CHSCT et des DP sont pourtant en place...

**C.** : Oui mais leurs réclamations n'aboutissent pas. La direction fait la sourde et se braque. Des relations tellement déplorables que tous les DP viennent de démissionner. Du coup, il y a de fortes chances que notre section soit représentative aux prochaines élections. Ce qui devrait nous donner plus de poids.

## Quelle est votre stratégie sur l'année ?

**C.** : Actuellement la boîte tourne au ralenti, c'est très inquiétant et l'avenir de l'entreprise est dans le flou total. Le mois dernier, ne pouvant nous donner du travail, la direction nous a obligés à rester chez nous pendant trois jours en nous avertissant le jour-même. Conséquence ça engendre, sans notre accord, un compteur d'heures à rattraper. On a alerté la Direccte.

La lutte ne fait que commencer, en espérant qu'elle puisse s'installer dans la durée. ●

PAS DE FASCISTES DANS NOS QUARTIERS  
PAS DE QUARTIER POUR LES FASCISTES! ☸

## La maire de Nantes ouvre la porte aux racistes

L'extrême droite s'agite, et affiche sa présence partout.

Une salle municipale a été réservée par le média d'extrême droite Breizh Info pour une conférence publique de Jean-Yves Le Gallou le 3 février 2017. La salle publique de la maison des syndicats servirait donc à Le Gallou et ses thèses sur l'immigration comme une catastrophe. L'ex du Club de l'Horloge, dirigeant du FN jusqu'en 1999, mène aujourd'hui la fondation Polemia, qui prétend « affirmer sans complexe la supériorité de la civilisation européenne » en s'adressant aux « Eurofrançais ». Inventeur du concept de « préférence nationale » désormais renommé « préférence de civilisation », ce grand défenseur de la race blanche est donc invité par le webmedia Breizh info qui parle des migrants comme des « partisans de la mort des Européens » en se demandant s'il est « humainement

et juridiquement possible, demain, de couler les bateaux à destination de l'Europe ? »\*

Cette conférence se situe dans un contexte d'installation de groupuscules d'extrême droite radicale à Nantes : plusieurs attaques pendant la dernière année contre des lieux accueillant des migrant-es, plusieurs agressions contre les cortèges des manifestations contre la loi travail, et plus récemment création d'un GUD (Groupe union défense), groupuscule déjà interdit et connu notamment à Lyon et à Paris pour ses comportements violents.

Johanna Rolland dit avoir commencé à militer quand elle était étudiante en Sciences po à Lille, lors de manifestations pour la régularisation de sans-papiers. Maire de Nantes, elle offre donc quinze ans après une tribune à ces thèses

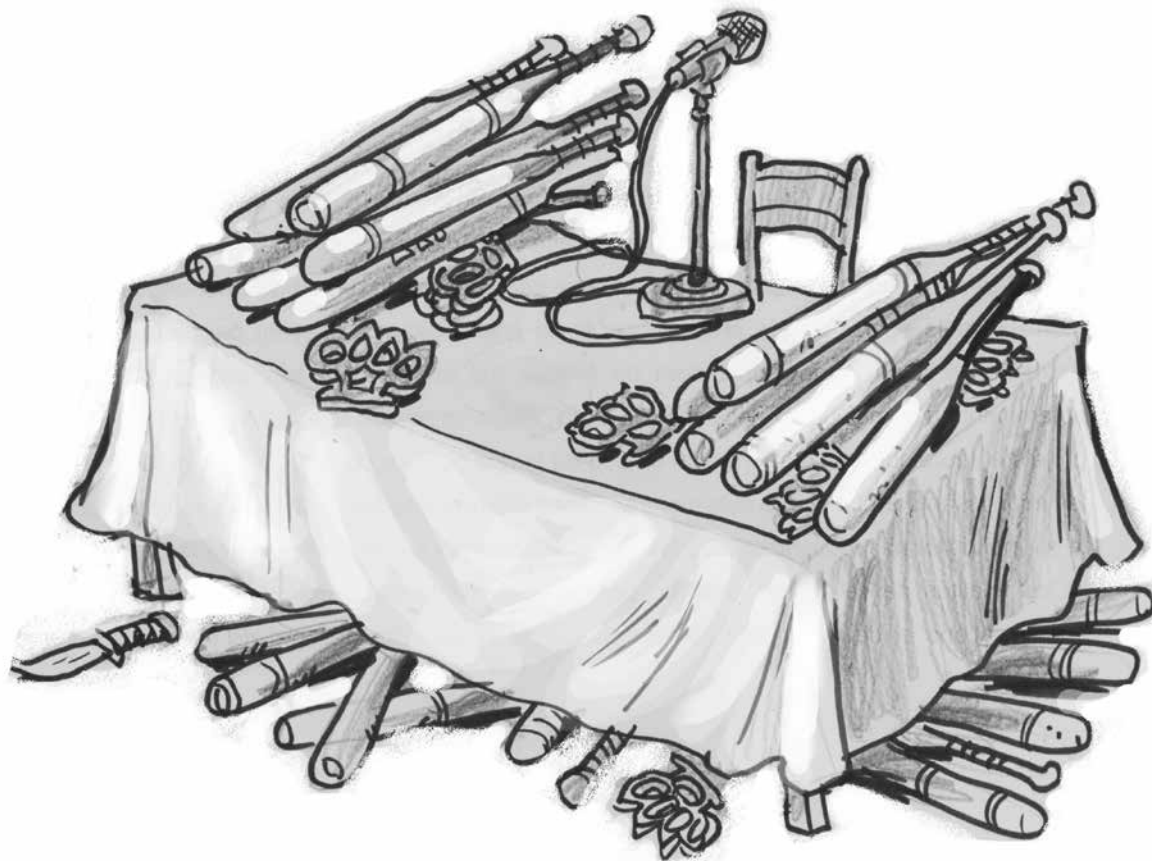
racistes, qui plus est dans un lieu emblématique des luttes du mouvement ouvrier. Au nom de l'histoire syndicale, des mouvements d'émancipation et des principes de solidarité, c'est tout simplement insoutenable. Pour éviter des troubles et des confrontations créées par la présence de cette réunion publique il est encore temps de fermer la porte à cette exhibition d'un vieux cheval de l'extrême droite.

La CNT demande l'annulation pure et simple de cette réservation de salle et s'associe aux autres syndicats pour que la municipalité social-démocrate refuse la banalisation du racisme.

L'extrême droite n'a pas sa place à Nantes. Nous la combattons par tous les moyens ! ●

CNT Nantes

\* Interview de J.-Y. Le Gallou, 1er mars



# Grève, grève, grève et préavis

Dans l'éducation, la CNT dépose un préavis chaque semaine.



Depuis des années, la Fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'Éducation (CNT-FTE) dépose chaque semaine des préavis de grève couvrant l'ensemble des salarié-e-s dépendant-e-s de notre ministère.

## ■ Chaque semaine

L'objectif est de protéger tout mouvement qui démarrerait de manière spontanée dans n'importe quel établissement scolaire. Il s'agit en effet de combattre les restrictions au droit de grève dans la fonction publique, la loi imposant des délais supplémentaires de déclarations préalables (préavis de cinq jours presque partout, augmenté de huit jours de « négociation préalable » dans le primaire).

Les motifs potentiels de grève indiqués dans le préavis sont suffisamment larges pour qu'ils puissent nous couvrir quel que soit l'objectif des salarié-es en lutte. Et ces motifs sont nombreux : élèves sans-papiers menacés d'expulsion ; familles sans-logis ; oppositions à une décision d'un-e chef-fe d'établissement ou d'un-e inspecteur-trice ; incidents graves provoquant un dé-

brayage ; soutiens aux personnels précaires... Ce ne sont pas les sujets qui manquent.

## ■ Bis répétita

La grève est notre arme. Elle correspond à notre syndicalisme : sans déchargé-es, sans permanent-es. Comment organiser ensemble une lutte s'il faut assurer en même temps nos obligations de service ?

L'action directe se construit sans délégation.

La grève, plus que tout autre forme d'action, impose immédiatement un rapport de force. Nous avons l'exemple d'un préavis utilisé par des collègues dans une école parisienne pour empêcher une maman d'élève sans-papiers d'être expulsée. Il a « suffi » que l'école soit fermée une journée pour obtenir sa régularisation. De même à Vaulx-en-Velin à la rentrée dernière, le préavis déposé par la fédé a permis à des collègues du collège Barbusse de gagner sur leurs revendications en trois jours.

## ■ On remet ça

Dans l'Éducation nationale, certains syndicats tergiversent, hésitent,

préférant d'autres actions ; même s'ils déposent aussi chaque semaine un préavis. Au cas où ? La course électorale, les enjeux de reconnaissance et d'audience, limitent leurs propositions. Quand la grève est au rendez-vous, c'est une grève d'opinion, d'une journée. Dans l'Éducation, on les nomme « journées ballons ». C'est la journée de grève avec la manif où chaque organisation exhibe ses ballons gonflables au-dessus des camionnettes. Pour nous, la grève est l'outil indispensable au service de nos luttes. ●

Cnt-Fte

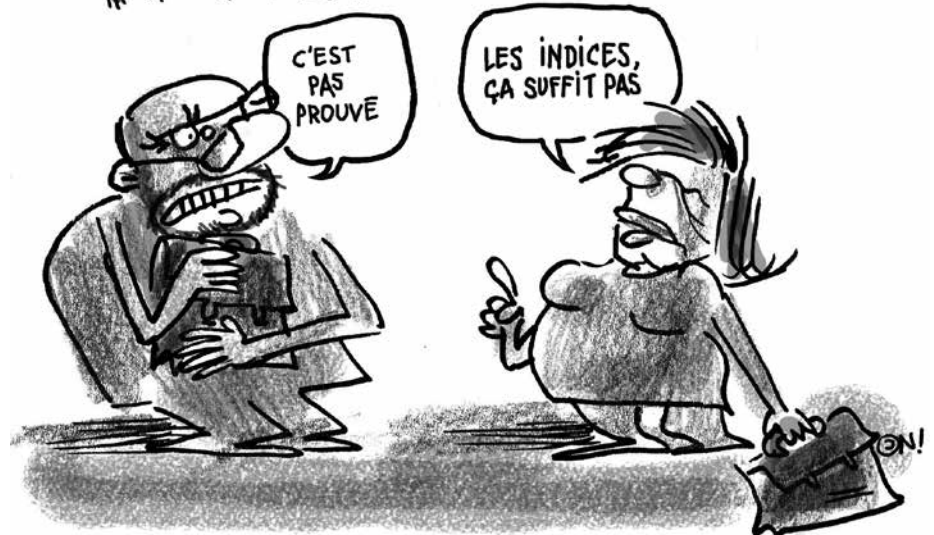
## L'émancipation à rude école

Appel à bâtir un collectif pour des alternatives pédagogiques et sociales.

Pour les libertés publiques, droits sociaux, solidarités et services publics, la période est lourde de dangers. Le service public d'éducation, de la maternelle à l'université, subit les assauts de l'austérité et du libéralisme, qui visent à adapter la formation aux conditions contemporaines du capitalisme, mais aussi des forces réactionnaires, qui gagnent du terrain.

Les débats sur l'école de la primaire de la droite (nombre de fonctionnaires contenu des programmes notamment en histoire) démontrent que la défense du service public est plus que jamais d'actualité. Sans s'en tenir à la simple défense de l'existant, nous devons refuser une logique comptable faisant de la réduction des coûts le premier critère de gestion, et lui opposer une autre logique de satisfaction des besoins collectifs. Pas question de renoncer à remettre en cause une école socialement inégalitaire, porteuse de discriminations de genre et racistes, ou d'abandonner la critique de l'organisation hiérarchique des services publics pour lui opposer une alter-

# PROFS = PRIVILÉGIÉS



native autogestionnaire.

La promotion des pédagogies coopératives est aussi essentielle pour un projet d'école émancipatrice. Il faut donc lutter pour le maintien du service public et pour une autre école, jusqu'à l'enseignement supérieur et la recherche, actuellement menacés par l'asphyxie budgétaire et la marchandisation.

L'histoire du syndicalisme et des mouvements pédagogiques d'émancipation a une acuité plus que jamais d'actualité : les alternatives sociale, éducative, sont indissociables. Pas d'école réellement émancipatrice dans une société socialement hiérarchisée, fondée sur l'inégalité et l'exploitation de la force de travail par les propriétaires des capitaux. Pas de société égalitaire sans école émancipatrice.

Dispersé-es, divisé-es syndicalement, agissant dans divers mouvements pédagogiques, assos d'éducation populaire, collectifs de lutte, réseaux, sites web, revues, initiatives d'universitaires... les militant-es d'une alternative émancipatrice et égalitaire, sociale, scolaire, pédagogique, peinent à se faire entendre.

Sud Educ 35 et la CNT éduc 35 lancent cet appel à la construction d'un collectif pour des alternatives pédagogiques et sociales, autonome vis-à-vis des organisations politiques, s'adressant à tou-tes les militant-es, tendances et courants syndicaux, associations, collectifs et réseaux luttant contre le capitalisme et pour une école émancipatrice et des pédagogies coopératives.

Il ne s'agit pas de décider d'un cadre, d'une plate-forme, d'une dénomination, mais de prendre notre part à la construction d'un processus qui ne nous appartiendra pas.

Cette appel ne vise pas une construction uniquement « par en haut » ou uniquement « par en bas » : nous souhaitons que se crée un cadre national pour impulser ce processus, surtout en créant des collectifs locaux pour porter ensemble débats et initiatives. ●

Sud Educ 35, CNT éduc 35  
Contact <coll-alter35@riseup.net>

## Éduc : mouvement de grilles

**Indice, inspection, carrière : tout change et rien ne change pour les enseignant-es.**

**A**près la réforme des rythmes, celle du collège et la refondation de l'école, le ministère s'est attaqué aux PPCR des enseignant-es : parcours professionnels, carrières et rémunérations. Annoncée entre deux manifs sous les matraques, cette opération com du ministère devrait se concrétiser au 1er septembre 2017. D'ici là, bureaucrates syndicaux et technocrates de la rue de Grenelle s'accorderont sur les modalités précises des nouvelles inspections et du déroulé de nos vies dans l'administration.

### ■ Inspection : finie la note

L'inspection ancien régime vit sa dernière année. Elle sera remplacée par quatre rendez-vous de carrière au moment des passages aux 7e et 9e échelons de la classe normale, et au moment de l'accès à la hors classe et à la classe exceptionnelle. Terminé les avancées d'échelons au grand choix ou à l'ancienneté, une cadence unique pour les avancements sera mise en place. La hors classe est donc maintenue mais plus accessible : elle sera automatique après un certain nombre d'années passées dans le 11e échelon de la classe normale. Quant à l'élite (10%), elle bénéficiera d'une nouvelle grille : la classe exceptionnelle. On n'est quand même pas à Nuit Debout !

Les critères pour accéder aux

classes supérieures vont reposer sur « une grille de 11 items s'appuyant sur un référentiel de compétences professionnelles qui comporte 70 entrées » (sic !). Conclusion : ce sont les pourcentages limités d'accès et les items validés par le chef qui primeront. Le changement dans la continuité.

### ■ Gagner plus, ou pas

Si on regarde les salaires des enseignant-es du primaire après 15 ans d'exercice, la France traîne au au 16e rang, derrière l'Allemagne, l'Irlande, la Hollande. Pour faire bonne figure, les premières mesures du PPCR s'appliquent dès janvier 2017 avec de nouvelles grilles indiciaires où quelques échelons se verront ajouter de 6 à 11 points. Une fortune ! Soit un gain de 53 à 64 euros par mois. Le premier échelon des prof-es sera le seul à bénéficier d'une relève de 122 euros par mois. Quand on sait que la cotisation retraite a augmenté au 1er janvier, la revalorisation salariale ressemble à s'y méprendre à une opération nulle.

La CNT est contre toutes les hiérarchies de salaires, de statuts et de carrières. Partie prenante du Collectif anti-hiérarchie (CAH), la CNT a toujours dénoncé les inspections et continuera à s'opposer à ces entretiens d'évaluations matinés de formations (lesquelles ?). ●

Fédé Educ

# Le mirage de l'auto-entrepreneuriat

L'ultralibéralisme veut transformer les salarié·es en petites patron·nes.

« **J**e me suis dit que j'allais me lancer. » Gagner l'indépendance, la liberté ! Mon super chef n'aura plus de cotisations à payer. Plus de paperasse pour lui, chômage, retraite, congés payés, participation transports ! Beaucoup plus facile pour lui si je lui fais directement une facture. D'ailleurs, ce n'est plus mon chef, c'est un client qui aime beaucoup s'offrir mes services et fait régulièrement appel à moi. Enfin, pour le moment. J'espère qu'on continuera à bien s'entendre, lui et moi. J'espère ne pas avoir d'accident et que je pourrai continuer à assurer. C'est une transition, une activité que je fais « en attendant »... Mais en attendant quoi ? Un boulot où je suis mieux protégé·e avec un contrat ? Et si eux aussi veulent être mes « clients » et pas mes « chefs » ? On m'a dit : si je gagne pas assez avec ce statut, c'est ma faute, je n'ai qu'à travailler plus ! Si je tombe malade la première année d'exercice, pas d'indemnités et je reste coincé·e chez moi ? C'est de ma faute : la santé fragile, faut éviter.

## ■ Auto ou micro, précarité toujours

Désormais appelé micro-entrepreneur, le statut d'auto-entrepreneur a été créé en 2008 par la loi dite de « modernisation de l'économie ». Cette merveilleuse invention injecte de la « flexibilité » dans nos vies et grignote lentement mais sûrement

## Effets induits

« Freelance », l'auto-entrepreneur·e est supposé travailler « à son compte », donc pas salarié·e. Du coup, même hors de la relation de travail, c'est compliqué : « *On galère pour formuler des demandes et toucher des droits auprès des institutions comme la Caf, Pôle Emploi...* » dit une auto-entrepreneuse du secteur culture.



l'idée même de métier, au profit d'une prestation dont les conditions sont mises en concurrence au plus offrant, donc à ceux qui acceptent de baisser leur tarif. Fini, le minimum syndical, l'ancien employeur transformé en client te laisse te brader sur l'autel de la précarité.

## ■ L'auto-entreprise, c'est :

- **La dictature du capital** qui poursuit son œuvre de destruction des droits sociaux. Dans nombre de domaines professionnels, les travailleur·euses sont confronté·es à des employeurs qui font pression sur leurs employé·es pour qu'ils adoptent ce statut quand ce n'est pas carrément un chantage à l'emploi, jouant la carte de la concurrence (priviliégiant les auto-entrepreneurs aux salarié·es) et en avançant de pseudo-arguments économiques (conjoncture « compliquée », « charges » trop lourdes). Ainsi écarté de l'équation, le patron réduit ses « coûts de production » en s'exonérant de ses obligations sociales.

- **Le triomphe de l'idéologie néolibérale** et, dans les faits, la déréglementation du travail. On ne rémunère plus un temps de travail

mais une prestation de service. Bon moyen pour l'employeur de détourner le contrat de travail : il n'a ju-

## On subodore la subordination

Des liens de subordination définissent le contrat de travail et permettent de revendiquer aux prud'hommes la requalification en relation salariée. La subordination, c'est « l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné » (Cour de cass, Chambre sociale, arrêt n° 94-13187, 13 novembre 1996, Société générale).

ridiquement que des rapports commerciaux avec l'auto-entrepreneur·e, main-d'œuvre externalisée. Tant qu'il y a une relation de subordination (horaires, tarif, lieu de travail imposés), faire appel à un auto-entrepreneur est complètement illégal ! C'est aussi un coup de plus porté au principe de solidarité : dans la plupart des cas, l'auto-entrepreneur se voit affilié au RSI (régime social des



## Profession : journaliste prestataire

Certains employeurs de presse contournent la loi (de 1935) sur le statut de salarié-e des journalistes. Pourtant, un journaliste ne peut pas être auto-entrepreneur. C'est écrit dans le code du travail, art. L. 7112-1 : « Toute convention par laquelle une entreprise de presse s'assure, moyennant rémunération, le concours d'un journaliste professionnel est présumée être un contrat de travail [...] Cette présomption subsiste quels que soient le mode et le montant de la rémunération ainsi que la qualification donnée à la convention par les parties. »

Les journalistes subissent déjà des pressions pour adopter ce statut qui leur ferait perdre de nombreux droits : bénéfice du code du travail et de la convention collective, ancienneté professionnelle, clause de conscience, attribution ou renouvellement de la carte de presse notamment...

indépendants) et non plus au régime général de la Sécurité sociale.

- **L'« ubérisation » de la société.** Précarisé-e, isolé-e, vulnérable, ces sous-traitant-es à pas cher ne peuvent s'en prendre qu'à elleux-mêmes en cas de galère ! Etudiant-es, précaires, salarié-es sont transformé-es en micro-patrons devant gérer capital et clients. Outre son job quotidien, il faut être aussi commercial-e, comptable, gestionnaire, etc., s'adapter en permanence, soumis-e à la loi de l'offre et de la demande.

- **Un leurre.** On veut faire croire aux exclu-es du salariat et aux personnes peu ou pas diplômées que la libre entreprise est la voie royale pour accéder à la sacro-sainte autonomie. Présenter l'activité individuelle comme émancipation, créa-



tion d'innovations et de richesses ne sert qu'à l'apologie du mythe libéral de la « liberté d'entreprendre ». En fait, les micro-entrepreneur-es sont seul-es responsables de leur sort et doivent se prémunir contre les risques sociaux habituels. Il n'existe

ni horaires légaux ou maxima, ni salaire minimum, ni droit contractuel du travail, ni médecine du travail, ni élu-es du personnel. Résultat, on reste toujours prisonnier-e d'un système capitaliste mais sans aucun garde-fou.

## Contrat de mission, contrat de travail

L'auto-entrepreneur-e est lié-e à l'entreprise par un « *contrat de mission* » (ou « *louage d'ouvrage* ») « par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles » selon l'art. 1710 du Code civil. La « présomption de non salariat » suppose une activité exercée en toute indépendance, sans lien de subordination avec son client, c'est à dire sans instructions précises, heures de travail et plannings imposés, astreintes à respecter des délais d'exécution, rémunération fixe calculée à la vacation selon un tarif imposé par la société-« cliente »...

## Requalif

Si les prud'hommes requalifient en contrat de travail, l'auto-entrepreneur peut réclamer une rémunération au moins égale au Smic voire supérieure, si la convention collective applicable à son « client » redevenu employeur prévoit plus. La durée du travail peut alors être soumise au régime des 35 heures avec paiement d'heures sup après avoir établi avoir travaillé au-delà des 35 heures.

- **Un instrument de pacification sociale.** En nous rêvant « tou-ttes patronnes » et en insistant sur l'individualisation du travail, l'idéologie néolibérale postule qu'il n'y aurait plus de rapports d'exploitation dans

## Bâtons dans les roues

Les risques pour les employeurs hors la loi ?

- Requalification de la collaboration en contrat de travail (CDI), avec rappel de salaires, 13e mois et ancienneté sur les trois ans précédents ;
- Redressement de l'Urssaf ;
- Condamnation pour travail dissimulé.

le monde du travail. En somme, finie la lutte des classes ! Mais c'est bien la loi du marché qu'on nous impose, avec à terme l'anéantissement de toute forme de syndicalisme. L'isolement des travailleur-ses et leur mise en concurrence rendent difficile, voire impossible, toute action collective, pour protester ou revendiquer maintenir et acquérir ensemble de nouveaux droits.

- **L'auto-aliénation.** La liberté de

s'auto-exploiter, de crever à petit feu. Il y aura toujours plus fragile et plus désespéré-e que soi, prêt-e à accepter

n'importe quoi.

En 2015, l'auto-entrepreneariat représentait dans 60 % des cas un complément de revenu, et dans 90 % des cas l'auto-entrepreneur gagne moins que le Smic...

En voulant « déréguler » l'économie, ils dérégulent nos vies ! La CNT lutte pour la suppression de ce statut et l'égalité statutaire entre tous les travailleur-euses. ●

*féde CCS*

## Indices de fausse indépendance

En répondant à un parlementaire, le ministère du travail a établi en 2013 des indices d'une relation de travail\* :

- l'initiative de la déclaration en travailleur indépendant (une démarche non spontanée est a priori incompatible avec le travail indépendant) ;
- l'existence d'une relation salariale antérieure avec le même employeur, pour des fonctions identiques ou proches ;
  - un donneur d'ordre unique ;
  - le respect d'horaires ;
  - le respect de consignes autres que celles strictement

nécessaires aux exigences de sécurité sur le lieu d'exercice, pour les personnes intervenantes, ou bien pour le client, ou encore pour la bonne livraison d'un produit ;

- une facturation au nombre d'heures ou en jours ;
- une absence ou une limitation forte d'initiatives dans le déroulement du travail ;
- l'intégration à une équipe de travail salariée ;
- la fourniture de matériels ou équipements (sauf équipements importants ou de sécurité).

\*<http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-7103QE.htm>

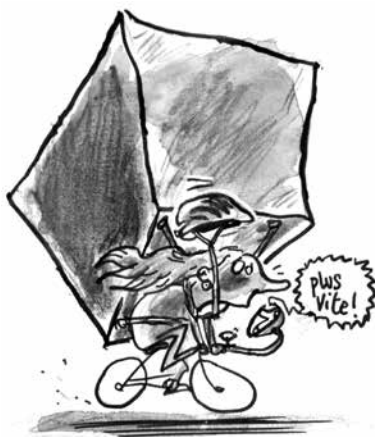
## Indépendant, my ass !

Dupliquée de pays en pays, la formule du faux travail indépendant doit voir des ripostes coordonnées, mondialisant la solidarité. Outre-Manche, premiers coups dans le guidon. Août 2016 : grève victorieuse des coursiers de Deliveroo à Londres. Octobre : Uber condamné à reconnaître ses chauffeurs comme

employés, non plus comme auto-entrepreneurs. Janvier 2017 : City Sprint, société britannique de livraison de colis est condamnée à reconnaître des droits comme salariaire à Maggie Dewhurst, employée depuis deux ans comme coursière à vélo sous statut dit « indépendant contractor ». Indépendante ? Quelle blague. « *On nous dit toute la journée ce qu'on doit faire, quand et comment. Nous sommes sous le contrôle de la compagnie. Rien à voir avec une mosaïque de petit travailleurs indépendants* » a expliqué Maggie. Ça chauffe au pays du libéralisme forcené.

### ■ Londres : deliveristes en grève

Sommé-es de signer un nouveau contrat leur faire gagner moitié moins que le salaire horaire minimum britannique, les coursier-es de Deliveroo Londres se sont mis en grève sept jours début août avec des panneaux indiquant « Slaveroo = strikeroo ». 13 000 livres sont collectés par crowdfunding. Populaires, la grève et l'appel au boycott sur Twitter font reculer Deliveroo. Mi-août 2016, le gouvernement britannique exige que l'entreprise respecte le salaire minimum de 7,20 livres par heure. ●



### ■ Bristol : les riders ont gagné !

En moins de cinq minutes, exposé vidéo (sous-titré en français) de la lutte des coursiers de Deliveroo à Bristol, UK, organisée par les IWW, qui ont

obtenu des représentants dans l'équivalent du CHSCT, le paiement des périodes d'essai, la fin de l'uniforme maison obligatoire...

[www.cnt-f.org/video/videos/44-international/643-campagne-deliverunion](http://www.cnt-f.org/video/videos/44-international/643-campagne-deliverunion)

# Ah, ça va pas être possible !

Auto-entrepreneure et au Rsa : le parcours de la combattante.

Entretien avec Monika, auto-entrepreneure contre son gré.

## ■ Combat syndicaliste : Pourquoi travailler sous ce statut ?

Monika : En France depuis 2010, je travaille surtout à distance comme traductrice et correctrice pour des entreprises étrangères, secteur art contemporain et édition. J'avais d'autres boulots en CDD, mais en 2014 je me suis inscrite en auto-entrepreneure, tout en sachant que c'était très désavantageux.

## ■ Hors travail, est-ce que ça t'a créé des ennuis avec l'administration ?

Début 2015 j'avais très peu de boulot et je pensais faire une demande de RSA à la Caf, voire de formation à Pôle emploi. La carte de séjour n'est pas obligatoire pour les ressortissant-es de l'UE, mais on y a droit et je pensais que les démarches seraient plus faciles avec. À la préfecture, on m'a dit qu'il fallait un CDI pour ça, ce qui est faux. J'ai tenté deux fois, une fois accompagnée : virée les deux fois. J'ai essayé des tuyaux auprès d'assos, GISTI, Cimade, les Cafards de Montreuil... Le GISTI m'a conseillé de faire une demande d'allocations directement à la Caf, sans faire de demandes de carte de séjour (qui m'ont pris un an). Début 2016, je m'inscris à Pôle emploi qui m'a d'abord dit : impossible pour les auto-entrepreneur-es ! Coup de chance, à l'entretien une personne sympa s'est renseignée et m'a inscrite. Je fais une demande de Rsa à la Caf et d'allocs liées à ma grossesse puis à mon bébé. La Caf a mis de février à juin à répondre pour me sortir un refus. Motif : pas de carte de séjour ET auto-entrepreneure ! C'était flippant. Le CCAS m'a dit qu'il ne s'occupe pas des au-

Quand je pense que je leur ai fait gober qu'ils étaient indépendants...



to-entrepreneur-es. Je suis retournée voir toutes les assos. Aidée par la Cimade et d'autres, j'ai finalement fait un recours administratif contre la décision de la Caf, recours qui, c'est rare, a marché. Réponse favorable : j'ai reçu mes allocs en décembre.

## ■ Quel bilan économique tu en tires ?

C'est typique des auto-entrepreneur-es je crois : souvent les gens pour lesquels je bosse paient si peu que j'ai fini par gagner bien moins que le SMIC, une fois toutes mes cotises réglées, plus une taxe pour bosser dans ma chambre, en plus de la taxe d'habitation. Souvent, pour négocier un prix plus bas, les boîtes culturelles suggèrent que je pourrais bosser au noir, « juste cette fois, juste pour nous »... Une mutuelle ? Même pas essayé de m'en payer une !

## ■ Et quel bilan personnel ?

Franchement, je vais essayer de trouver de nouveau un CDI, dès que je peux. Mais je suis déjà un peu fière de moi d'avoir persisté auprès de la Caf. Se renseigner sur ses droits et partager les informations avec d'autres, c'est déjà un premier pas. ●



# La jungle, un pays étranger rayé de la carte

Récit d'une bénévole lors du démantèlement à Calais en octobre.



**Camille a été bénévole pour une ONG à Calais. Elle en a fait le récit\*, voici l'extrait du troisième volet, le démantèlement.**

« Le troisième jour de l'évacuation, Valls a déclaré : « Nous sommes fiers de l'image que donne la France aujourd'hui, c'est une opération humanitaire réussie. » Fiers ? Une France raciste, un démantèlement désastreux...

Certaines assos et ONG se sont retirées de la mission avant la fin, pour dénoncer le scandale des mineurs, la gestion inacceptable ! Du 24 au 28 octobre, tout a disparu, si vite, sans chercher une solution à tous : l'État voulait juste faire disparaître tous les migrants de Calais.

## ■ Jungle finish !

Ces mots résonneront en moi toute ma vie : « Jungle finish ! Jungle finish ! » dits sous toutes les formes, cris, pleurs, rires, en marchant, en courant... La « jungle » a pris feu et la préfète déclare : « Les incendies sont liés aux traditions culturelles des Afghans, de brûler leurs abris en partant... » Personne ne sait si ces

feux sont liés à une « tradition » ou si des migrants ont préféré mettre fin d'eux-mêmes à leur « jungle » plutôt que de la voir détruite par les bulldozers. Autre hypothèse, l'État a pu vouloir en finir plus vite que prévu en déclenchant les incendies. On a entendu un CRS dire dans notre dos à un autre : « Ça peut pas être nous, on aurait fait ça bien mieux, bien plus organisé, on n'aurait pas fait un bordel pareil. » On a aussi entendu parler d'une descente de fachos allemands et anglais qui auraient semé la terreur dans le camp dans la nuit de mardi à mercredi. Au journal de 20h en tous cas, tout le monde s'en fout littéralement, au moins c'est fini, les Français sont contents. Du coup, on ne sait pas.

## ■ Choisir mais choisir quoi ?

Les migrants sont très troublés psychologiquement, parfois alcoolisés, drogués, blessés, en colère, déprimés. Depuis quelques jours ils y pensent et aujourd'hui ils subissent la rapidité de l'opération et la mauvaise organisation de l'État.

Comment faire un choix. Beau-

coup sont dérouterés face à ce qu'ils ont vécu, ce qui les attend. La fin de la semaine sur le terrain, un sentiment apocalyptique nous envahit, devant le vide qui nous entoure, les cabanes brûlées, les tas d'affaires dans les poubelles et à côté, les traces récentes d'humains sans plus personne, comme si tout avait été abandonné dans l'urgence. La cuillère dans l'assiette remplie de lentilles, le linge encore étendu. Preuve que ce ne sont pas les migrants qui ont provoqué les incendies. Désespérés, ils nous ont expliqué que leurs documents administratifs ou médicaux ont brûlé dans les incendies.

## ■ Précaires mais chez eux

Quoi qu'on en dise, la « jungle » était un lieu de survie organisée par et pour des milliers de personnes dont les choix ne sont pas pris en considération. Ils ont perdu le peu de conditions de vie qu'ils avaient même si elles étaient ultra précaires. C'était chez eux. Certains ont laissé leur communauté, leurs amis avec qui ils vivaient depuis plus d'un an, leur famille, leur temps... Cette

vie pour des milliers de migrants ne pouvait plus durer et les Calaisiens allaient complètement craquer, mais les CAO ne sont qu'une solution temporaire. On peut toujours se dire qu'au moins ils ne vivront plus dans la boue au milieu des rats. Alors pour ou contre la survie de la « jungle » ou le démantèlement ? Vous pouvez, tout comme moi, y réfléchir pendant plusieurs jours, les réponses ne sont pas là parce que ce ne sont pas les bonnes questions.

### ■ Bénévoles sauveurs du monde

Nous savons tous que les migrants vont revenir. Nous reviendrons aussi... Du côté des assos, j'ai l'impression que les bénévoles sont

leur temps. Ils cherchent aussi de l'affection : les migrants adorent nous dire merci pendant des heures et certains bénévoles ont besoin de se sentir valorisés-es.

### ■ Fin de mission

On apprend que les associations n'ont alors plus le droit de venir en aide aux migrants sous peine d'une amende, les maraudes sociales en ville sont donc interdites mais on en fait quelques-unes quand même pour être sûr-es de laisser Calais sans migrants à maltraiter, maintenant que caméras et humanitaires ne sont plus là pour témoigner.

Cinq semaines viennent de s'achever, passées à observer, comprendre,



frustrés-es de ne plus avoir personne à aider, plus de sens à donner, alors que le jour où nous n'aurons plus besoin de bénévoles, de militants, c'est que le monde sera un monde en paix, celui qui n'existera jamais. Ces bénévoles imaginent souvent comprendre le besoin des autres sans même avoir vraiment compris la demande des migrants, ils se lancent parfois en imaginant sauver le monde alors qu'ils perdent

rencontrer, discuter, picoler, aider... Je m'en vais en laissant derrière moi ce qui était déjà là avant que j'arrive. Je suis contente d'avoir pris le temps d'écrire ce récit. C'était vital depuis mon arrivée à Calais. Je l'ai fait pour moi, mais aussi pour le partager. » ●

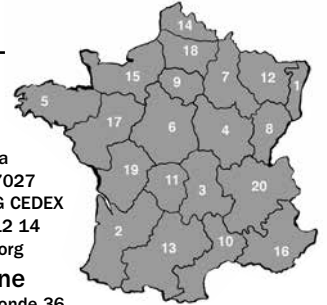
Camille, CNT 42

\* Une version plus longue de ce récit (35 pages, avec photos) est disponible sur demande auprès du syndicat CNT Loire à contacter au <cnt42@cnt-f.org>.

Vous trouverez sur le site Internet [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org) toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par régions.

### Bureau confédéral

5, place des charrons 57000 Metz  
06 52 17 93 54 mél : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)



#### 1 Alsace

Union régionale CNT c/o Lucha y Fiesta  
BP 30017 67027 STRASBOURG CEDEX  
1 09 52 91 12 14  
[alsace@cnt-f.org](mailto:alsace@cnt-f.org)

#### 2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue Sanche-de-Pomiers, 33000 Bordeaux  
06 95 52 69 71  
[ul33@cnt-f.org](mailto:ul33@cnt-f.org)  
Syndicats régionaux PTT Aquitaine, BP 80099, 33704 Mérignac  
Culture Aquitaine 36, rue Sanche-de-pomiers, 33000 Bordeaux

#### 3 Auvergne

Union locale CNT  
Salle Poly, place Poly, 63100 Clermont-Ferrand

#### 4 Bourgogne

Syndicat intercorporatif CNT de Saône-et-Loire  
BP 3, 71290 Cuisery  
[interco71@cnt-f.org](mailto:interco71@cnt-f.org)  
06 01 22 17 94  
Syndicats CNT Nièvre  
BP 25, 58018 Nevers-Courlis

Syndicats CNT Dijon BP 392, 21011 Dijon

#### 5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT  
BP 30423, 35004 Rennes CEDEX  
06 34 98 30 72  
[bretagne@cnt-f.org](mailto:bretagne@cnt-f.org)

#### 6 Centre

259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans  
[interco.45@cnt-f.org](mailto:interco.45@cnt-f.org)

#### 7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne  
BP 90009, 51201 Épernay CEDEX

#### 8 Franche-Comté

Syndicats CNT Doubs c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon CEDEX  
[cnt-doubs@cnt-f.org](mailto:cnt-doubs@cnt-f.org)  
Syndicat intercorporatif CNT Jura BP 98, 39140 Bletterans cedex

#### 9 Île-de-France

Union régionale CNT  
33, rue des Vignoles, 75020 Paris  
01 43 72 95 34  
[br.rp@cnt-f.org](mailto:br.rp@cnt-f.org)

#### 10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT  
BP 90256, 6 rue d'Arnal 30000 Nîmes  
[ur.lr@cnt-f.org](mailto:ur.lr@cnt-f.org)

#### 11 Limousin

Union locale Limou-sin  
6, rue de Gorre, 87000 Limoges,  
[cnt87@cnt-f.org](mailto:cnt87@cnt-f.org)

#### 12 Lorraine

Union régionale CNT  
[ur.lorraine@cnt-f.org](mailto:ur.lorraine@cnt-f.org)  
UD CNT Moselle  
5, place des Charrons, 57000 Metz  
[ud57@cnt-f.org](mailto:ud57@cnt-f.org)

#### 13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT  
18, av. de la Gloire, 31 500 Toulouse  
Tél 09 52 58 35 90

#### 14 Nord Pas-de-Calais

Picardie  
Union régionale CNT 32, rue d'Arras, 59000 Lille  
03 20 56 96 10  
[ur59-62@cnt-f.org](mailto:ur59-62@cnt-f.org)

#### 15 Normandie

Syndicats CNT Calvados BP 02, 14460 Colombelles  
Syndicats CNT Seine- Maritime BP 411, 76057 Le Havre CEDEX  
Syndicat CNT Eure  
[interco27@cnt-f.org](mailto:interco27@cnt-f.org)

#### 16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000 bâbords 61, rue Consolat 13001 Marseille

#### 17 Pays la Loire

voir Bretagne

#### 18 Picardie

Voir avec Nord Pas-de-Calais

#### 19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT  
20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers  
05 49 88 34 08

#### 20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT  
44, rue Burdeau 69001 Lyon



## Amérique

# 35 ans dans les geôles américaines, solidarité avec Mumia Abu-Jamal !!

**A**lors que certains beaux esprits s'émeuvent de l'élection du républicain Donald Trump nous n'oublions pas, quant à nous, la réalité historique de la démocratie américaine, à savoir plusieurs siècles de violences policières et étatiques. Nous n'oublions pas que cette « vénérable démocratie » a systématiquement, méthodiquement, recouru à la violence, y compris hors de tout cadre légal, dès lors que les intérêts supérieurs du capital étaient menacés, contestés de manière radicale.

Ainsi, sans réaliser ici un inventaire exhaustif de tous les crimes étatiques qui jalonnent la fondation de la nation américaine, nous pouvons rappeler que dès la première partie du XXème siècle, le syndicat Industrial Workers of the World (I.W.W.)(1), qui commit le crime de s'opposer à la guerre de 1914, refusant de participer à une guerre de rapines orchestrée par des pays impérialistes, fût l'objet d'une campagne idéologique de la part du pouvoir, prélude à une offensive de destruction physique. Une campagne hystérique comme l'exprimait l'éditorial d'un journal de l'Oklahoma, le Daily World, dont le titre est expressif : « Sortez les cordes de chanvre ! ». Un article qui était un appel au meurtre comme en témoigne cet extrait « ... Le premier pas, pour battre l'Allemagne, consiste à étrangler les I.W.W. Il faut les tuer comme on tuerait toute autre sorte de serpent. Il ne suffit pas de les réprimer, il faut les éliminer... Tout ce qu'il faut ce sont des preuves et un peloton d'exécution... » (2). Cette littérature nauséabonde lançait la meute et les pires exactions s'ensuivirent : perquisitions, arrestations

massives, pillage de locaux, faux témoignages, condamnations arbitraires. L'exécution le 19 novembre 1915 de Joe Hill (3), à Sacramento dans l'Utah, après un procès truqué, était un signe avant-coureur de cette répression. Au XXème siècle la longue route du capitalisme américain est jonchée de cadavres sacrifiés et d'incarcérations pour la défense du capital : Sacco et Vanzetti (4), Ethel et Julius Rosenberg (5), victimes du maccarthysme (6), combattants de l'American Indian Movement (7). À la fin des années 60 et au cours de la décennie suivante c'est dans la lutte contre le mouvement noir américain que le FBI révélera une nouvelle fois sa fonction profonde, celle de chien de garde d'une société fondée sur l'exploitation et l'oppression.

### ■ L'émergence du Black Panther Party (B.P.P) ou quand la révolte noire prend les armes.

Le mouvement noir américain a connu plusieurs phases dans son combat contre la ségrégation raciale et pour l'égalité des droits, combat qui en 2016 demeure d'actualité. À la fin des années 60 après l'assassinat de Martin Luther King le 4 avril 1968 à Memphis, figure de proue du mouvement pour la reconnaissance de droits civiques pour la population noire, et non-violent, la jeunesse noire révoltée opte pour une nouvelle orientation et s'inspire des luttes révolutionnaires anticoloniales qui secouent la planète. C'est dans ces conditions que le Black Panther Party for Self-Defense, créé le 15 octobre 1966 à Oakland en Californie par Bobby Seale (8) et

Huey Newton (9), connaît un développement rapide. Cette organisation politique puise notamment ses orientations dans les écrits de Frantz Fanon (10) qui a publié en 1966 « Les Damnés de la terre », ouvrage dans lequel il légitime le recours à la violence révolutionnaire. Le B.P.P. revendique et pratique l'armement de ses membres dans un but d'auto-défense face aux agressions de racistes blancs et face à la police. En 1968 un de ces dirigeants exprime en ces termes ce positionnement « ... Huey Newton est le descendant de Malcom X (11). Celui-ci a prédit l'avènement du fusil dans la libération des Noirs. Huey P. Newton l'a ramassé, a appuyé sur la gâchette... ». Mais ce qui rend populaire ce mouvement c'est également le travail militant concret effectué dans les quartiers pauvres, dans les ghettos, activités qui portent sur la nourriture, la santé et l'éducation. Autre élément qui témoigne de la dangerosité de cette organisation, la volonté de tisser des liens de combat avec la nouvelle génération des jeunes blancs, démarche inquiétante sur un continent toujours pollué par le ségrégationnisme. Le B.P.P devient alors une cible, à éliminer.

### ■ Un programme secret du FBI pour maintenir l'ordre social et politique existant.

La démocratie américaine montre une nouvelle fois son véritable visage. Une note du FBI de 1968 est explicite « ...il faut faire comprendre aux jeunes noirs modérés que, s'ils succombent à l'enseignement révolutionnaire, ils seront des révolutionnaires morts... ». C'est



seulement en 1971 qu'une action d'activistes révélera l'utilisation d'un programme secret de la police fédérale contre le FBI. En 1956 avait été monté le COINTELPRO (Counter Intelligence Program) pour lutter contre le Parti Communiste aux USA et c'est ce plan qui est réactivé en 1967 pour traquer les membres du BPP. L'objectif est clair « ...maintenir l'ordre social et politique existant... », tous les moyens sont bons y compris l'assassinat. Pour le patron du FBI en 1969 le B.P.P. est « ... la plus grande menace pour la sécurité intérieure du pays... ». À partir de là la police va utiliser tous les moyens pour détruire le B.P.P. : mises sur écoutes, courriers interceptés, infiltrations, traques, discrédits, saccages de locaux, arrestations, assassinats. Seule la remise en perspective de l'action du FBI à l'époque permet de comprendre l'acharnement judiciaire contre Mumia Abu-Jamal depuis 35 ans.

■ **Mumia Abu-jamal victime de la répression policière et de l'acharnement judiciaire.**

C'est il y a 35 ans, le 9 décembre 1981 que grièvement blessé, Mumia est arrêté à la suite d'une altercation au cours de laquelle un policier a été tué. Victime d'un procès à charge Mumia est d'abord coupable d'avoir été membre des B.P.P., chargé de l'information à la section de Philadelphie. Puis devenu journaliste radio il présente régulièrement des chroniques à fortes connotations sociales, élément pour lequel il sera licencié et deviendra chauffeur de taxi. Il est



alors également dans le collimateur du FBI pour ses sympathies pour l'organisation MOVE (12), structure écologique, anti-violente et anticapitaliste du Black Power (13). De nombreuses organisations ont demandé une révision de son procès. Sa condamnation à mort a été commuée en emprisonnement à vie sans possibilité de remise de peine. Cet acharnement trouve sa source dans le combat de classe que mènent les autorités américaines contre ceux et celles qui contestent les fondements du capitalisme.

## ■ Pour sa défense, pour sa santé : soutien financier à Mumia Abu-Jamal.

Mumia poursuit depuis sa prison son travail de journaliste en intervenant sur Prison Radio. Atteint d'hépatite C Mumia est victime de cette maladie qui fait des ravages aux Etats-Unis car le coût des soins est de 80 000 dollars. Dans les prisons une grande partie des malades n'est pas soignée. Le collectif de soutien en France organise la collecte d'argent

pour que Mumia Abu-Jamal puisse se soigner. Les fonds récoltés servent également pour sa défense judiciaire.

Notre solidarité est plus forte que la volonté de liquidation de la police fédérale américaine. Solidarity avec Mumia. ●

*Groupe de Travail « Amérique »  
du Secrétariat International de la CNT.  
Contact : international@cnt-f.org*

- 1 : I.W.W. : Organisation syndicaliste révolutionnaire américaine, adepte de la grève générale. La CNT a des liens réguliers avec les I.W.W.
- 2 : Joyce Korbly « Wobbies & Hobos- Les I.W.W. Agitateurs itinérants aux Etats-Unis-1905-1919. Editions L'In-somniaque ».
- 3 : Joe Hill : militant des I.W.W., fusillé le 19 novembre 1915 à la suite d'un procès controversé l'accusant de meurtre. Voir : Franklin Rosemont, Fred Alpi, Frédéric Bureau, Joe Hill - Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolutionnaire, Editions CNT-RP.
- 4 : Sacco et Vanzetti, militants anarchistes d'origine italienne, exécutés dans la nuit du 22 au 23 août 1927 pour le meurtre supposé de deux convoyeurs de fonds, à la suite d'une mascarade de procès. Une immense campagne internationale de soutien n'a pu empêcher leur exécution.
- 5 : Ethel et Julius Rosenberg, Arrêtés et condamnés à mort pour espionnage au profit de l'Union Soviétique ils sont exécutés le 19 Juin 1953 à la prison de Sin Sing.
- 6 : Le maccarthysme caractérise, sur une période allant de 1950 à 1954, caractérisée par une chasse aux sorcières contre toute personne soupçonnée de sympathie pour le communisme. Des procès, l'exclusion de l'administration,

l'interdiction pour des acteurs de travailler, pour des auteurs de publier. Du nom du sénateur McCarthy.

7 : Organisation née en 1969 qui revendique les droits civiques pour la communauté amérindienne, une reconnaissance culturelle et religieuse et le refus de l'exode dans les villes. Le fait d'armes de ce mouvement a lieu le 27 février 1973 où 200 amérindiens occupent, armes à la main, le comptoir d'échanges de Wounded Knee dans de Dakota du Sud. Lieu symbolique où furent massacrés en décembre 1891 300 indiens sioux. Leonard Peltier condamné à la prison à perpétuité appartenait à l'AIM. Ce mouvement sera durant de longues années harcelé par le FBI.

8 : Bobby Seale, fondateur de B.P.P., né en 1936, activiste politique.

9 : Huey Percy Newton, co-fondateur des B.P.P., marxiste, se réfère à Frantz Fanon, Mao Tse Toung et aux luttes anticoloniales. Assassiné le 22 août 1989.

10 : Frantz Fanon, né le 20 juillet 1925 à Fort de France-Mort le 6 décembre 1961. Psychiatre, essayiste, militant anticolonialiste, soutien de la révolution algérienne. Figure parmi les théoriciens du tiers-mondisme. Ses écrits : « Les damnés de la terre » et « peau noire, masques blancs » ont influencé une génération de militants/es anticolonialistes.

11 : Malcom X, né le 19 mai 1925, assassiné à Harlem le 21 février 1965, militant des droits civiques, membre de la « Nation of Islam ». Derrière son assassinat, hypothèse des Black Muslims et possibilité d'une infiltration de cette organisation par le FBI.

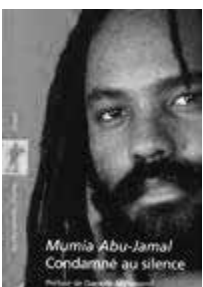
12 : MOVE, groupe politique lié au Black Power, dont les membres étaient des végétaliens et des partisans passionnés du droit des animaux. Fondé en 1972. Lors de la perquisition de leur domicile en 1978 un policier a trouvé la mort. En 1985 la police a lâché une bombe sur leur maison à partir d'un hélicoptère tuant 11 personnes dont 5 enfants.

13 : Black Power, concept qui regroupe différentes structures de lutte pour les droits civiques et contre les dis-

## Solidarité Financière : mode d'emploi.

Envoyer vos dons à **Collectif Unitaire National de Soutien à Mumia Abu-Jamal**, 43 boulevard de Magenta 75010 Paris. Chèque à l'ordre de « MRAP solidarité Mumia ». Pour contacter le collectif français « Libérons Mumia » écrire : Collectif Unitaire National de Soutien à Mumia Abu-Jamal Membre de la coalition mondiale contre la peine de mort 43, boulevard de Magenta 75010 Paris - TEL : 01 53 38 99 99 E MAIL : contact@mumiabujamal.com <http://www.mumiabujamal.co>

Pour en savoir plus sur le combat de Mumia Abu-Jamal deux livres que l'on peut commander à l'adresse du Collectif, avec les chèques à l'ordre de « Mrap Solidarité Mumia ».



### Condamné au silence

Editions « la découverte »  
Collection Cahiers libres, 19,00€



### We Want Freedom – Une vie dans le parti des Black Panthers

Editions Le temps des Cerises, 15,00€.



## Pays basque

# Face aux politiques migratoires, notre solidarité !

Le 27 décembre dernier, deux syndicalistes basques, membre du syndicat indépendantiste LAB, Begoña Huarte et Mikel Zuluaga (déjà condamné par la justice espagnole pour son implication dans la gauche indépendantiste), ont été arrêtés au port d'Igoumenitza (Grèce) alors qu'ils allaient embarquer dans un ferry à destination de l'Italie. Dans leur camping-car, huit réfugiés devant être accueillis en Pays basque dans le cadre de la campagne « Ongi etorri errefuxiatuak » (« Réfugiés bienvenus »).

Quelques jours auparavant, ils avaient enregistré une vidéo dans laquelle ils revendiquaient leur action. Pour eux, il s'agissait d'agir dans « la non-collaboration avec cette barbarie » en désobéissant

aux gouvernements européens qui « ont converti les frontières en espaces de mort, arrestation et déshumanisation pour des milliers de personnes ».

S'ils ont été libérés quelques jours après, les autorités grecques les ont mis en examen pour « trafic de personnes », assimilant ainsi leur geste aux passeurs faisant payer des milliers d'euros aux réfugiés cherchant à fuir les forces impérialistes et réactionnaires des guerres du Moyen-Orient.

Les huit réfugiés, quant à eux, ont été rapidement libérés.

Face aux politiques racistes des gouvernements européens, comme Begoña Huarte et Mikel Zuluaga, des dizaines de personnes ont pris

le parti de désobéir pour opposer leur solidarité.

Dans l'État français aussi, des cas ont été récemment médiatisés comme celui de l'universitaire niçois Pierre-Alain Mannoni ou de l'apiculteur de la vallée de la Roya, Cédric Herrou, assumant leur geste humanitaire et politique. Si, pour l'instant, ils ont été relaxés, leurs affaires restent en suspens puisque le parquet a fait appel dans les deux cas. Preuves que l'État français, comme ses alliés européens, ne supportent pas la résistance à leurs lois injustes.

Plus que jamais, la solidarité est notre arme, utilisons-la ! ●

*Groupe de travail Europe  
du secrétariat international de la CNT*

## Maroc

# « Imider: Ni oubli ni pardon ! »

#300kmsouth #occupyimider

Message des habitants d'Imider, au Sud du Maroc, le 1er janvier 2017, en lutte contre la mine d'argent.

La lutte des riverains de la plus grande mine d'Argent au Nord de l'Afrique se poursuit pour le 66ème mois, dans l'ombre du silence coupable des autorités, et face au mépris de cette longue résistance contre la violence de Managem, la holding royale, sous la bénédiction des services de l'État depuis 46 ans d'exploitation minière.

Première action contestataire de 2017 : elle a été menée aujourd'hui 1er Janvier le long de la route n°10 à Imider, Sud-Est marocain, suivie par une assemblée «Agraw», juste au pied du mont Al-



bban (place du sit-in ouvert), confirmant notre attachement à notre juste

cause et à la nécessité de la continuité de la résistance jusqu'à l'arrachement des droits socio-économiques et environnementaux défendus depuis la naissance du MSV96\* en 2011.

« Imider résiste... Imider vaincra ! »

La page Facebook du mouvement des habitants d'Imider :

<https://www.facebook.com/Amussu.96Imider>

\* Mouvement Sur la Voie 96 en référence au mouvement d'Imider en 1996.

## Mexique

## Depuis la prison Nord de la ville de Mexico

Texte de Fernando Barcenas envoyé pour le Festival de l'ABC (Anarchist Black Cross Festival 2016) Marseille.

Dans les prisons de la ville de Mexico, l'isolement est utilisé comme mesure disciplinaire massive afin d'extorquer et d'extirper aux âmes prisonnières jusqu'à leurs derniers centimes.

« À l'intérieur » de ces villes où vivent mal plus de 50.000 prisonnier-e-s, le capitalisme est tel qu'il est, il ne se déguise pas, ni ne porte de masques démocratiques. Et de nos jours il annonce clairement sa loi élémentaire : nous, les marginaux, nous serons exterminés. Mais pas avant d'avoir offert jusqu'à la dernière goutte de notre travail d'esclave, de notre sueur mal payée au goût amer, amer parce que nous savons que c'est contraire à notre propre volonté.

Cependant ils dictent les conditions de la participation à leur



commerce : « Monte dans le fourgon, sinon il va te renverser ». Ils demandent cyniquement à ce que nombre de lâches rejoignent les rangs de la mafia, car ils savent qu'ils n'auront pas le courage d'abandonner leur confort.

Et pourtant la prison n'a pas

toujours été comme ça...

Le déluge de drogues qui s'y abat en a fait une immense maison de fous, où les besoins des prisonnier-e-s sont attisés afin de mieux les escroquer, les poussant vers une vie d'automates aux ordres du commerce...

C'est pour cela qu'il est si important de ne pas cesser d'imaginer et d'être sensible. En effet ils essaient de nous convertir en machines de guerre.

Maintenant il ne reste que l'action et la solidarité, sachant que la prison n'est rien d'autre que la société dans laquelle nous vivons.

En guerre jusqu'à la liberté totale. ●

*Fernando Barcenas  
1er Décembre 2016*



## Mexique

### Depuis la Maison d'Arrêt de Cuicatlán, Oaxaca

Lettre de Miguel Ángel Peralta Betanzos envoyée pour le Festival de l'ABC Marseille.



**Inadapté-es (Inadaptaxs)**

Montagnes, plantations de café, sources qui jaillissent de la terre, animaux sauvages de la forêt, arbres innombrables, masques, maisonnettes que berce le vent, chemins, fleurs : tous enveloppés dans l'épais brouillard de la nostalgie.

Je m'éveille, la pluie s'intensifie, mes ailes mouillées pèsent mais elles continuent à voler.

Mon ombre lance des coups de pied contre les portes de la machine, passe au travers des mailles, escalade les tours de contrôle, brouille les radios de communication, croise les murs, tisse des rêves et habite dans des frontières imaginaires.

Mon ombre se nourrit de la flamme de la pensée, elle parle une langue ancestrale et ne se laisse pas domestiquer, elle se révèle à la lumière du jour, et se grise de liberté.

Mon ombre est l'ombre de tous les hommes du nombril du monde et devient escargot.

Mon ombre brise les charnières de l'État ;  
Et jamais, plus jamais elle ne sera piétinée.

*Miguel P.*

*Novembre 2016.*

*Traductions Les trois passants et Amparo / correction Myriam  
[Marseille] Anarchist Black Cross Festival 2016 !*

Depuis de nombreuses années, la CNT travaille en solidarité avec des structures syndicales et associatives se revendiquant de la lutte des classes et de l'émancipation. Cette solidarité est prise en charge par le Secrétariat International, composé d'adhérents de toute la confédération et représenté par des mandaté-e-s, désignés par le congrès confédéral tous les deux ans.

Le développement des relations internationales reste d'abord un travail de base, mené par les syndicats et les militant.es eux/elles-mêmes. Le Secrétariat International apporte les conditions nécessaires pour que ces relations puissent se renforcer ; il ne s'agit en aucun cas de définir une tendance politique quelconque, mais de devenir l'expression de la solidarité internationale de tous les syndicats de la CNT.

#### SOLIDARITE INTERNATIONALE

La solidarité internationale telle qu'envisagée par la CNT ne prend pas la forme d'un soutien de type « humanitaire » : nous sollicitons autant nos contacts dans les luttes syndicales que nous menons qu'ils le font pour leurs propres luttes.

Cette solidarité passe également par une veille permanente des événements liés aux droits sociaux des travailleurs-euses et à la qualité de vie de chacun dans les pays dans lesquels nous avons des partenaires.

#### FORMES D' ACTIONS

\* Signature de textes collectifs engageant la solidarité envers l'organisation demandeuse

\* Rassemblements de solidarité

\* Rencontres formelles avec ces organisations ou collectifs, en France ou ailleurs, afin de nouer des contacts et de nous former mutuellement

\* Association au projet général d'une organisation ou association

\* Missions sur le terrain pour établir de nouveaux contacts, maintenir les anciens, connaître la réalité du terrain, apporter notre soutien et nous former sur d'autres formes de lutte

\* Rencontres de branches. Lorsque nous recevons ou envoyons une demande de solidarité, nous nous efforçons de mettre en contact les branches d'industrie équivalentes (éducation, santé, BTP etc.).

#### COMPOSITION DU S.I.

Le Secrétariat International est divisé en groupes de travail (ou GT) recouvrant des régions plus ou moins étendues du globe : Palestine, Afrique, Amériques, Océanie & Europe. Pour visualiser ce travail, vous pouvez consulter le site du Secrétariat International <http://www.cnt-f.org/international>



innovation  
 l'appli qui géolocalise les  
 migrants de votre commune

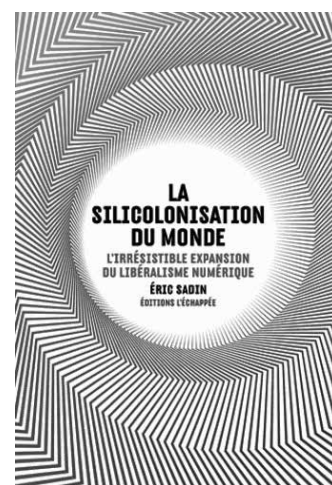
## Sous le numérique, le capitalisme

Dans ce livre, Éric Sadin utilise les expressions « social-libéralisme » et surtout « technolibertarisme » pour qualifier la pulsion originelle et la force avec laquelle l'idéologie libérale et la technologie numérique ont, main dans la main, conquis le monde. Soi-disant de gauche, le social-libéralisme nous est bien connu, ici, en France, en 2017, à l'heure des Valls, Macron, Hollande, El Khomri, du think tank Terra Nova et du... postmodernisme. Avec un vague vernis de défense des « minorités » (discrimination positive par-ci, mariage homosexuel par-là) s'est engagée une vraie politique de droite (ANI, loi Macron, loi Travail...). Laquelle acte l'abandon par la gauche de la question de la justice sociale, de la lutte contre les inégalités intrinsèques au capitalisme, et ce au nom d'un discours centré sur la lutte contre les discriminations et pour la défense des libertés individuelles. C'est ici que le « technolibertarisme » prend tout son sens : l'idéologie libertarienne high-tech prétend s'affranchir de tout ce qui est perçu comme un obstacle (une « domination ») à l'exception, évidemment, du capitalisme sur lequel elle s'appuie. Éric Sadin revient par exemple, non sans humour, sur les pulsions pathologiques des chefs d'entreprises de la Silicon Valley et de leurs chantres qui, tout autour du monde, vantent les fablabs, l'in-



novation ou le transhumanisme, et dont les discours pilonnent en permanence nos cerveaux. L'auteur de *La Silicolonisation du monde* dynamite le discours officiel de l'ordre établi qui prétend aller de l'avant, et ce au nom de l'utopie émancipatrice qui veut libérer les humains. Derrière cette idéologie soit-disant de gauche, c'est bien le capitalisme qui est à l'œuvre. Il est à noter que la lecture de cet essai est ô combien agréable ; l'érudition, l'ampleur de vue et le style rendent ce texte incontournable. Vantant la sensibilité humaine contre la déshumanisation des machineries sociales et technologiques, il rappelle aussi que la toute-puissance, l'enrichissement illimité ou le refus de la mort, de la vieillesse ou de la maladie sont des impasses. Une ode à la taille humaine, en somme. ●

Bastien SIPMCS

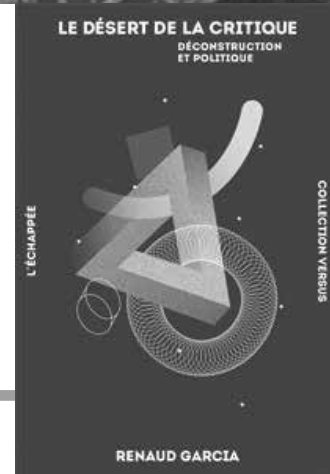


**La Silicolonisation du monde.**  
 L'irrésistible expansion du libéralisme économique,  
 Éric Sadin, L'Échappée  
 256 pages 17 euros

# Politiser la déconstruction

Dans ce livre Renaud Garcia, professeur de philosophie en lycée, s'efforce d'analyser les effets de la pensée de la déconstruction sur les « gauches » radicales et le mouvement libertaire en particulier. Issue de la « french theory » initiée par Foucault, Deleuze, Derrida et Guattari, entre autres, cette tendance là détruit l'idée d'universalisme et par la même sapé tout fondement commun à la critique sociale en multipliant et cloisonnant les différentes luttes. Cet ou-

vrage permet d'avancer dans la compréhension de l'échec actuel des différents courants socialistes (au sens premier du terme) à fédérer dans les milieux populaires et du succès contemporains des nouvelles formes d'extrême droite dans ces mêmes milieux. L'auteur appelle à un renouveau de la lutte anti-capitaliste autour de la notion de « commun » qui permette de concilier pluralité et universalisme. Un ouvrage riche et intéressant qui nous éclaire sur les soubassements



**Le désert de la critique, déconstruction et politique,** Renaud Garcia, L'Échappée, 221p, 15 €.

théoriques des multiples ruptures ou dissensions qui traversent actuellement le mouvement libertaire et plus généralement contestataire et révolutionnaire. ●

*Franck Cnt 84*

# FéminiZme



**Bonnes femmes et mauvais genre,** Revue Z n°10, 220 pages, 13 €.

«**R**evue itinérante d'enquête et de critique sociale », Z a posé son barda à Marseille pour concocter ce numéro à la rencontre de luttes de reportages et de réflexions fé-

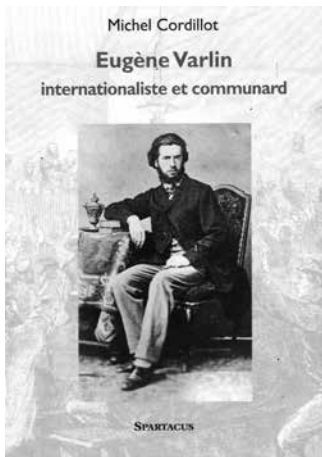
ministes. Marseille, une ville qui a osé inviter Jean-Marie Bigard pour célébrer la journée des droits des femmes ! Le récit du pavé conquis, même pour un temps éphémère, par des femmes pour une marche de nuit non mixte, réappropriation de territoires violemment sous domination masculine, devrait convaincre des bienfaits de l'autonomie tout-est-ceux qui ne voient toujours pas la pertinence d'organisations et d'espaces entre femmes, en confiance. C'est le récit d'un plaisir partagé d'énergie et de force collective. La « culture du viol » est décortiquée par un passionnant entretien avec une ethnologue enquêtant sur l'approbation tacite d'un village entier sur un cas d'inceste durable et notoire. On lira avec autant d'intérêt une discussion avec une blogueuse afro féministe, un article sur l'ex-

ploitation des femmes de chambre des grands hôtels, une enquête sur le secteur archi féminisé de la petite enfance, le témoignage d'une artiste et d'une étudiante, sourdes et féministes, l'expérience de navigation à voile non mixte, un aperçu de la profession de sage femme « qui invente de nouvelles solutions contre la surmédicalisation ». Quoi d'autre? GPA et marché mondial des ventres, contraception hors d'atteinte, l'envie de « ne plus subir le médical ». Des militantes de terrain dans les quartiers populaires les plus pauvres, ou pour l'abrogation des lois islamophobes... Les combattantes kurdes témoignant de cette étonnante brèche ouverte dans un Moyen Orient où d'ordinaire, le monde masculin laisse peu d'espace public aux femmes, notamment dans l'univers guerrier. ●

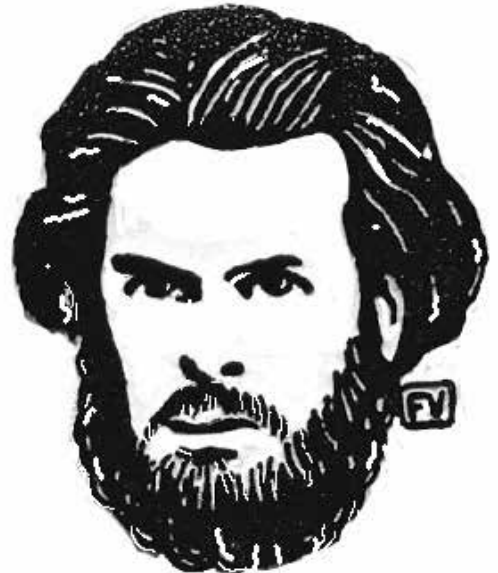
## LA CNT C'EST QUOI ?

**UN SYNDICAT !** Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts. **DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. **AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

# Varlin aux préludes des luttes



**Eugène Varlin, internationaliste et communard,**  
Michel Cordillot, Ed. Spartacus,  
236 pages, 13 €.



procès, les interdictions, la prison. À partir de 1865, il participe à une petite dizaine de journaux socialistes. Ce type-là fourmille d'initiatives, qu'il mène avec rigueur et un sens imparable de la probité.

Le souci de l'autonomie ouvrière et d'assistance mutuelle le porte à fonder La Ménagère, société d'approvisionnement alimentaire, puis La Marmite, resto coopératif. En cotisant 20 centimes par semaine, chacun mange pour pas cher, et a aussi accès aux abonnements à six quotidiens et des hebdos. On y mange, on commente l'actualité, on y discute politique, commentant la Sociale qui vient, on espère, entre deux coups de fourchette. La formule marche tellement bien qu'elle essaima en créant trois nouvelles entités dans les quartiers de Paris. Douze étaient envisagés, si le siège de Paris et la Commune n'avaient imposé d'autres priorités et des soupes bien plus amères.

Varlin a aussi veillé au développement de la « caisse du sou », cinq centimes par semaine de cotisation, qui mutualise la solidarité avec les grévistes. Aux débuts de l'AIT le

principe de solidarité internationale trouve une belle occasion de s'exprimer, quand le soutien financier des prolos anglais fait tenir les bronziens parisiens en grève en février 1867. Au risque de faire penser que l'AIT et ses soutiens transfrontières est quasi invincible. Mais en face, les patrons organiseront aussi des solidarités...

Communiste anti-autoritaire, proche des positions de Bakounine, Varlin sera logiquement dans la minorité opposée au raidissement autoritaire de la Commune dont il reste une figure emblématique de militant complet, farouchement engagé, « irréprochable, fidèle jusqu'à la mort à ses idées et à sa classe » note l'auteur. Le risque de faire de Varlin une icône ou un héros reste minime. Trop modeste et trop peu attiré par les devants de la scène. Pendant la Commune, il s'attache un temps à l'approvisionnement. Ingrat mais indispensable. Et la Semaine sanglante a trop de martyrs pour ne garder que quelques noms. Pas vrai, Eugène ? ●

Nicolas, Interco Nantes

**M**ort à 32 ans, il est massacré sommairement par la furie des Versaillais lors de la Semaine sanglante. Pas vécu vieux, Varlin, mais assez pour marquer l'histoire du mouvement ouvrier.

Avant la Commune, apprenti à 13 ans, il apprend le métier de relieur. Et il est plutôt bon. S'il manifeste, c'est d'abord une soif d'apprendre, étudiant le statut coopératif, lançant une Société civile d'épargne et de crédit mutuel des ouvriers relieurs de Paris en 1869, modeste mais ouverte tant aux relieurs qu'aux relieuses. Au même moment, plus doué du précieux sens pratique d'organisation que d'une verve de théoricien, il est de l'AIT naissante, malgré les

## ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de  30 € (soutien),  22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM ..... PRÉNOM ..... ADRESSE .....

PROFESSION ..... MAIL .....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



**ABONNEMENT GRATUIT** →

# Queer, manifestement



**Vers la plus queer des insurrections,**  
Fray Baroque & Tegan Eranelli, ed.  
Libertalia, 178 pages, 13 €.

Il n'y a pas de finition patentée du mouvement queer, qui se revendique ici comme une zone instable, en tension, assumant une fluidité rageuse au sein des identités sexuelles et du genre. Ce refus des étiquettes homme, femme, hétéro, homo, s'inscrit dans une dynamique de lutte qui passe de l'émeute



à l'orgie, « cohésion de tout ce qui est en conflit avec le monde hétérosexuel capitaliste » et « rejet total de la normalité ».

Se présentant comme une compilation rose et noire de manifestes radicaux, proclamations, entretiens, communiqués d'actions et notes de réflexions théoriques, romantiques ou nihilistes, ce bouquin est un peu disparate, enchaînant une prose provoc et des éléments de survie ou de hargne offensive. Née à Chicago en 2008, annoncé comme auto-dissous deux ans plus tard, la mouvance insurrectionnaliste Back Bash! y déploie ses diatribes. On

y assume l'obscénité comme une transgression salutaire, revendiquant au pied de la lettre l'objectif de « tout niquer », qui entend faire changer les gens de trottoir, fermer la gueule aux hétéros ou choper des hormones sans ordonnance. Outre cet art de l'outrance, y compris contre d'autres franges militantes, on y découvre un passionnant balayage de l'histoire des travestissements, de la Grèce antique à 1970, quand le genre établi est subverti pour diverses stratégies rebelles. ●

*Nicolas, Intercos Nantes*

## Fensch connection

Musique, vidéo, mémoire de l'industrie et des luttes en Moselle.

Ici, le moindre village finit en ange. En Moselle, la vallée de la Fensch porte haut sa réputation de terre de fer, et son passé ouvrier, minier et sidérurgique. Certains l'ont appelée la Silicose vallée. Lavilliers a fait sonner son nom sur les scènes.

Si les usines ont été mises à mort, les ouvriers sacrifiés, l'empreinte des luttes qui ont accompagné ces stratégies du capital n'est pas passée à la trappe. Mise en silence de la mémoire ouvrière.

Animé par une rage de fer, RF\_36 se présente comme « un collectif d'enfants (déjà bien grands) de sidérurgistes de la vallée de la Fensch » qui organise des concerts dans des bunkers, au fond des mines, dans



d'anciennes forges. Il expose ses graphismes sur la toile, dans la rue. Il apparaît ça et là au gré des rencontres et des soutiens, crache sa rage, pose

ses bombes sonores, graphiques, visuelles... et disparaît. Entre l'industrie et la création artistique, ils sont artisans du son, de la vidéo. On les retrouve au sein du label « Les Forges alliées », un label industriel harsh punk. Quand ils ne font pas une musique brutale, industrielle et qui gratte, ils transmettent des témoignages, comme cette dernière journée de Lionel Burriello, alors technicien de maintenance aux hauts fourneaux d'Hayange, avant leur arrêt définitif. Un docu vidéo de 13mn lui donne la parole : <http://muckcrackers.org/filsdelafensch.html> ●

Pour la musique, K7, CD, DVD et disques vinyl : [www.forges-alliees.org/](http://www.forges-alliees.org/)

# CONCERT SANS FRONTIERES



**10 & 11 mars**

**Salle la Forgerie  
Cognin - Chambéry**



**VEN. 10 à 20h30**

**Projection Acta non verba**

Un documentaire de Hazem

**SAM. 11 à 19h30, concerts**

**LES SANS VOIX**

Rock, Var

**PREMIERE LIGNE**

Hip-Hop, Paris

**FUCK DA TOURIST**

Punk'n'roll, Annecy

**LES PARTISANS**

redSoul-rock, Lyon

Interplateaux

**Les Echoraleurs & la Manute**

**Des individuelles  
& CNT, FA, SCALP**



[concertsansfrontieres.ouvaton.org](http://concertsansfrontieres.ouvaton.org)